

Les secrets de la sécurité régionale en Asie du Nord-Est : repenser la crise coréenne

Hazel SMITH

L'image classique de la sécurité en Asie du Nord-Est est celle d'une sécurité nationale sur laquelle pèsent de graves menaces en raison du comportement agressif d'un pays extrêmement militarisé et doté de l'arme nucléaire, la République populaire démocratique de Corée (RPDC ou Corée du Nord). Cette idée masque la crise de sécurité humaine grave qui frappe de nombreux Nord-Coréens, tandis qu'une mauvaise analyse des problèmes de sécurité régionale favorise l'émergence et la diffusion d'idées inexactes sur les causes de la crise en Asie du Nord-Est et de ce qui peut être fait pour la régler. Tout cela empêche donc des choix judicieux qui pourraient permettre de trouver une issue à la crise coréenne multidimensionnelle qui est au cœur de la stabilité régionale à court, moyen et long termes.

L'une des raisons de cette image tronquée de la sécurité en Asie du Sud-Est s'explique, entre autres, par le malaise que provoque, chez les élites de la région ou d'ailleurs, l'idée d'envisager les causes plus complexes de cette crise régionale. Il faudrait, en effet, signaler des questions qui sont quasiment taboues et ne sont pas reprises par les médias au niveau mondial. Il s'agit notamment du fait que la Corée du Nord ne constitue pas une menace militaire pour la région ; des risques que représentent pour la stabilité régionale les effets de contagion, au niveau transfrontalier, d'un capitalisme non réglementé en RPDC ; et de la crainte que suscite dans la région l'idée d'une intervention militaire unilatérale des États-Unis en Corée du Nord.

Les discours de sécurité

Les débats de sécurité sont souvent définis de manière exclusive, il s'agit soit de sécurité nationale soit de sécurité humaine. Les analystes et les responsables de sécurité nationale se soucient de l'intégrité territoriale et de la défense militaire des frontières nationales. Ils considèrent la « sécurité » comme la prérogative des États souverains. Les relations internationales sont, par nature, conflictuelles et les États doivent compter sur leurs propres ressources pour se défendre et protéger leurs citoyens.

Les analystes de sécurité humaine estiment qu'aujourd'hui, pour la plupart des pays, la sécurité ne signifie plus uniquement protéger ses frontières contre une invasion, mais se protéger aussi contre l'instabilité sociale et économique que peuvent entraîner des perturbations à l'extérieur des frontières territoriales. Les analystes de sécurité humaine estiment que dans ce monde de globalisation, avec la perméabilité des frontières et les facilités de voyage, nous devrions nous inquiéter davantage des

Hazel Smith est professeur de relations internationales à l'Université de Warwick. Son dernier ouvrage s'intitule *Hungry for Peace: International Security, Humanitarian Assistance, and Social Change in North Korea* (à paraître, United States Institute for Peace Press).

menaces transfrontalières qui pèsent sur les individus. Elles pourraient résulter, par exemple, de récessions économiques, de catastrophes humanitaires et écologiques, ou des activités de criminalité transnationale. Les problèmes de sécurité humaine signifient généralement aussi qu'un État ne peut plus, si tant est qu'il l'ait jamais pu, résoudre seul de telles difficultés. Ainsi, la grippe aviaire asiatique n'est pas un problème qui concerne uniquement la Thaïlande ou le Viet Nam, ni même seulement l'Asie. Selon les spécialistes de sécurité humaine, il est préférable de laisser des institutions régionales ou mondiales régler les menaces de sécurité humaine. Ces institutions proposent des solutions multilatérales, essentiellement conçues pour être appliquées dans un cadre de coopération et non de coercition.

Les analystes de sécurité nationale et ceux de sécurité humaine n'ont pas su combiner leurs positions respectives pour proposer une analyse multisectorielle. D'un point de vue logique et pratique, rien n'empêche d'envisager le rapport entre sécurité humaine et sécurité nationale comme base d'analyse. Cela pourrait même permettre de mieux apprécier la complexité des crises contemporaines de sécurité. Les risques que représentent pour la sécurité nationale le recours aux armes de destruction massive ou le terrorisme contre des civils devraient être une préoccupation essentielle en termes de sécurité humaine. Par contre, peu de personnes iraient jusqu'à dire qu'une simple stabilité territoriale et l'abrogation des droits politiques et économiques fondamentaux suffisent à garantir une réelle sécurité nationale aux citoyens, au régime qui les gouverne ou aux pays voisins qui doivent faire face aux mouvements légaux et illégaux de migration ainsi que tous les effets de contagion négatifs et imprévisibles qui apparaissent dans la région frontalière.

Les discours de sécurité nationale et de sécurité humaine peuvent être conciliés par des choix politiques préconisant des solutions multinationales face aux problèmes mondiaux. Car même dans les cas les plus difficiles, lorsque l'intervention militaire est suggérée, la plupart des pays (y compris ceux qui sont souvent perçus comme des unilatéralistes intransigeants) apprécient les solutions multilatérales – que ce soit dans le cadre de l'OTAN, de l'ONU ou de forces régionales de maintien de la paix. Ainsi, les États-Unis ont cherché à obtenir un soutien multilatéral pour toutes les interventions internationales dans lesquelles ils se sont lancés depuis la deuxième guerre mondiale et la Chine a souligné que seules les interventions multilatérales, engagées de préférence avec l'aval des Nations Unies, sont légales.

L'importance et l'influence du discours classique de sécurité

Le discours dominant s'agissant de la sécurité en Asie du Nord-Est est de considérer que la Corée du Nord est à l'origine de la plupart des difficultés de la région. L'on parle d'armes de destruction massive, et notamment de missiles balistiques et d'armement nucléaire, et des menaces militaires que la Corée du Nord fait peser sur ses voisins. Il subsiste, de l'avis général, un risque de guerre en raison du gouvernement irrationnel qui dirige la RPDC. Lorsque les problèmes de sécurité humaine sont évoqués dans le contexte de l'Asie du Nord-Est, ils portent invariablement sur la violation des droits de l'homme en Corée du Nord. Les préoccupations d'ordre humanitaire concernent la crise alimentaire qui frappe la Corée du Nord et l'incapacité du gouvernement à nourrir son peuple. La criminalité transnationale et le trafic de femmes sont également présentés par les médias de la région comme des délits nord-coréens.

Le discours classique de sécurité s'agissant de l'Asie du Nord-Est fait de la Corée du Nord la cause principale des problèmes de sécurité militaire. Selon cette approche, l'insécurité humaine est une conséquence directe de la militarisation de la RPDC et de l'intransigeance politique de son gouvernement et de ses politiques économiques archaïques. L'idée est que lorsque la RPDC ne représentera plus une menace de sécurité pour la région, les problèmes de sécurité humaine pour les Nord-Coréens et les

populations voisines se résoudre automatiquement. Selon cette vision classique, les menaces de sécurité humaine ne sont pas considérées comme un problème commun à toute l'Asie du Nord-Est, dépassant les frontières et nécessitant des solutions communes fondées sur la coopération.

De plus, cette position n'envisage pas avec optimisme la possibilité de trouver des solutions multilatérales ou concertées aux problèmes de sécurité perçus dans la région. Il est bien connu qu'il existe relativement peu d'organisations régionales en Asie du Nord-Est. Depuis quelques années, d'aucuns soutiennent l'idée d'une communauté d'Asie du Nord-Est, mais personne n'a envie en Asie orientale d'une intégration comparable à celle de l'Union européenne, même dans un avenir lointain. De l'avis général, il est difficile de trouver une culture et des intérêts communs qui permettraient de faire de l'intégration régionale une priorité pour chacun des pays d'Asie du Nord-Est. Il n'existe pas non plus dans la région de forme d'association souple de pays analogue à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui fonctionne en mettant de côté les divergences idéologiques et économiques pour définir des approches communes face aux problèmes que ces pays partagent.

La vision classique ou dominante en matière de sécurité est très suivie dans le monde ; elle guide les politiques étrangères de grands pays, et notamment celles des États-Unis, du Japon et de tous les pays occidentaux, des membres de l'Union européenne à l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Cette analyse imprègne les membres de l'ASEAN même si ces pays ne partagent pas les politiques d'isolement et de confinement qui découlent parfois de l'analyse dominante. L'ASEAN préfère sa propre méthode de négociation et de règlement des conflits pour parvenir au consensus et à des solutions concertées entre les élites.

L'approche dominante est toutefois loin d'être universelle et cache des dynamiques de sécurité plus complexes au niveau intrarégional. En Chine, par exemple, le débat sur la sécurité en Asie du Nord-Est n'est pas du tout axé sur la Corée du Nord, mais sur les revendications taiwanaises d'indépendance qui sont perçues comme une menace pour la région. Il existe dans la région d'autres inquiétudes, mais elles sont rarement évoquées dans les médias occidentaux. Il s'agit des conflits territoriaux, des rivalités régionales et des divergences idéologiques qui perdurent entre les principaux pays d'Asie du Nord-Est – la Chine, la Russie, le Japon et les deux Corées. Le ressentiment suscité par la période coloniale japonaise de la première moitié du *xx*^e siècle perdure. Il reste un facteur important dans la politique intérieure de la Chine et des deux Corées. Les divergences idéologiques entre la Chine communiste et le Japon capitaliste suscitent encore de la crainte, de la suspicion et de la méfiance entre les deux peuples. Les sentiments nationalistes animent également les revendications irrédentistes chinoises, japonaises, coréennes et dans une moindre mesure russes, dans la région.

L'approche classique dit une partie de la vérité, mais tait d'autres vérités importantes pour ceux qui sont concernés par l'Asie du Nord-Est. Elle analyse les problèmes complexes de la région comme ayant une cause unique et diabolise la RPDC. Il est dès lors presque impossible d'envisager des négociations, et encore moins la conclusion d'un accord, avec un pays aussi irrationnel. Cette analyse présente également les pires hypothèses comme des éléments factuels. Les idées reçues sont tout sauf des éléments de conseils avisés pour les responsables politiques. Ces clichés ne font que déformer et accentuer les données, ce qui provoque une exacerbation, plutôt qu'une analyse, des tensions.

Quelques « tabous »

Énoncer certains de ces tabous – autrement dit les problèmes qui sont connus de tous les responsables dans la région, mais rarement évoqués – est un premier pas vers une nouvelle analyse pour la sécurité de la région. L'objectif devrait être de parvenir à ce qu'il soit enfin reconnu qu'en

matière de sécurité, les politiques actuelles des principaux États se fondent, en grande partie, sur une vision dangereusement erronée des réalités nord-coréennes. Ces politiques reposent donc sur des bases problématiques.

La RPDC est une puissance militaire faible

Il peut sembler évident, voire logique, que la RPDC, qui souffre depuis plus de 15 ans d'une dévastation économique et d'un effondrement presque total de son infrastructure industrielle, n'ait pas beaucoup de matériel militaire opérationnel. Il n'empêche qu'il est communément admis que la RPDC dispose d'un effroyable arsenal, prêt à être lancé contre toute agression, qu'elle vienne de Tokyo ou d'Alaska avec, au milieu, la Corée du Sud. Le Tableau 1 montre clairement quelles sont les capacités militaires réelles de la RPDC.

Les dépenses militaires annuelles de la RPDC, qui s'élevaient en 2000 à 2 milliards de dollars des États-Unis, représentent peu de chose à côté des 44 milliards du Japon et des 12 milliards de la Corée du Sud. En outre, la RPDC dépense l'équivalent de 95 dollars par habitant pour financer les besoins de son immense armée (alimentation, habillement, logement, soins de santé), et tout ce qui, dans un pays développé, proviendrait de l'infrastructure civile – à savoir les télécommunications, le transport, la nourriture et la production agricole, et toute la production industrielle des armes à l'habillement. C'est parce que l'infrastructure sociale fonctionne à peine et que le tissu industriel civil a quasiment disparu depuis la désintégration économique des années 90. En outre, les chiffres du Tableau 1 sont basés sur un taux de change officiel qui a été remplacé par les taux du marché depuis le milieu des années 90. En 2000, le taux du marché était de 25 wons pour un dollar, alors que le taux officiel était de 2,2. Avec le taux du marché, les dépenses de la RPDC représentaient environ 8 dollars par habitant pour l'année 2000. Ce type de dépenses n'est pas suffisant pour une armée puissante.

L'incapacité de l'armée nord-coréenne est un motif important qui peut expliquer la volonté de la RPDC de fabriquer une dissuasion nucléaire ou annoncer qu'elle la possède. Si elle y parvient, un investissement relativement modéré dans la fission nucléaire lui permettrait de ne pas avoir à trouver les milliards de dollars nécessaires pour soutenir une armée affamée qui, économiquement parlant, n'est pas productive. Cette stratégie n'implique pas nécessairement la production d'une arme nucléaire. L'annonce faite, en février 2005, selon laquelle elle aurait fabriqué des armes nucléaires pour assurer sa défense peut être vraie ou pas. La RPDC n'a toutefois pas réalisé d'essai d'arme nucléaire et le retard de toute l'économie du pays laisse à penser que ces déclarations traduisent plus une ambition et une volonté d'amener les États-Unis dans des négociations qui permettraient à la RPDC de renoncer à son programme d'armement nucléaire en échange d'une aide économique.

Aujourd'hui, aucun analyste militaire ne considère la RPDC comme une menace militaire pour ses voisins ni pour aucun autre pays. Cela s'explique notamment par la faible capacité militaire de la RPDC et aussi par l'absence d'une stratégie militaire qui préconise soit une attaque offensive contre ses voisins soit une défense préemptive.

Tableau 1. Dépenses militaires de la Corée du Nord, de la Corée du Sud et du Japon en 2000 (chiffres de 1999 entre parenthèses)

	Population (m)	Dépenses militaires (millions de dollars US) 2000	Dépenses militaires par habitant (dollars US)	Pourcentage du PIB
Corée du Nord	24.5	2 049 (2 100)	95 (87)	13.9 (14.3)
Corée du Sud	47	12 496 (12 088)	263 (257)	2.8 (3)
Japon	127	44 417 (40 383)	351 (319)	1 (0.9)

Source : IISS, Londres.

LA RPDC N'A PAS DE LIEN AVEC LE TERRORISME MONDIAL

Bien qu'elle ait été impliquée par le passé dans des attaques terroristes contre des Sud-Coréens, avec notamment le bombardement en 1983, à Rangoon, de politiciens sud-coréens, et son implication supposée dans l'explosion d'un avion de ligne sud-coréen en 1987, ainsi que l'enlèvement de 13 civils japonais dans les années 70 et 80, la RPDC n'a pas de liens récents avec le terrorisme mondial. En raison de l'amélioration spectaculaire de ses relations avec la Corée du Sud depuis le sommet de juin 2000 à Pyongyang (première rencontre entre les dirigeants des deux Corées depuis la fin de la guerre de Corée en 1953), ainsi que de sa dépendance à l'égard du Sud pour son aide économique et humanitaire, la Corée du Nord ne va certainement pas envisager de tels actes contre le Sud. Afin d'améliorer les relations avec le Japon, le chef d'État de la RPDC, Kim Jong Il, a fait des efforts considérables qui ont conduit à deux visites du Premier Ministre Koizumi en RPDC, à un accord concernant le retour de Japonais preneurs d'otages qui vivent avec leurs familles à Pyongyang depuis les années 70, et au retour des Japonais qui avaient été enlevés et de leurs familles. L'administration Clinton avait reconnu que la RPDC n'était pas impliquée dans des activités terroristes et avait engagé, avant la fin de son mandat, le processus destiné à retirer le nom de la RPDC de la liste des pays soutenant le terrorisme.

La véritable menace militaire de la RPDC

Si elle était attaquée, même par une « frappe chirurgicale » ou une campagne de bombardement « limitée » contre ses installations nucléaires ou autres, la RPDC lancerait une riposte militaire. La faiblesse de ses capacités militaires ne l'empêcherait pas de lancer des représailles militaires contre la Corée du Sud où 30 000 soldats américains sont stationnés. Séoul, avec sa population de 25 millions d'habitants, ne se trouve qu'à 50 km de la frontière.

La RPDC pourrait mobiliser des millions de personnes, militaires et civils, si elle était attaquée. Si une guerre éclatait dans la péninsule coréenne, ce serait la capacité de la RPDC à mobiliser les foules, et non pas son matériel militaire, qui aurait des effets dévastateurs. La population nord-coréenne pourrait se mobiliser et s'engager dans une marche vers le Sud, sachant qu'elle s'exposerait inévitablement aux bombardements des forces américaines et sud-coréennes. Ce mouvement provoquerait une véritable catastrophe humaine et économique pour la Corée du Sud. Comme l'a montré le génocide rwandais, il n'est pas nécessaire d'avoir des armes perfectionnées pour tuer un demi-million de personnes en deux ou trois semaines.

D'un autre côté, même le Gouvernement nord-coréen ne sait pas si l'armée et le peuple se mobiliseraient pour mener le combat si une guerre éclatait. La plupart des Nord-Coréens sont affamés et pauvres, et tiennent pour responsables de la crise économique le parti et les membres du gouvernement, et non pas les États-Unis. La population ne voit pas non plus la Corée du Sud comme l'ennemi. De grands pans de la population savent aujourd'hui que, contrairement à ce que leur ont dit le système d'enseignement et les médias, la Corée du Sud est un pays riche et que la vie y est plus facile qu'au Nord. La population nord-coréenne pourrait estimer que le projet nationaliste coréen, qui est à la base de la philosophie d'autosuffisance dite « juche », pourrait facilement admettre l'idée d'intégration avec la Corée du Sud. La guerre n'est donc pas une option pour le Gouvernement nord-coréen. Les dirigeants nord-coréens savent qu'un conflit militaire pourrait jouer un rôle catalyseur et être fatal au régime actuel de la RPDC.

Le Gouvernement nord-coréen ne sait pas si l'armée et le peuple se mobiliseraient pour mener le combat si une guerre éclatait.

Les véritables menaces qui pèsent sur la sécurité régionale

LES MARCHÉS, L'INÉGALITÉ ET L'EFFET DE CONTAGION

Pour bien comprendre les véritables menaces qui pèsent sur la sécurité régionale, il faut penser à la catastrophe économique qui frappe la population nord-coréenne depuis le début des années 90 et aux menaces qu'elle fait peser sur la stabilité des pays voisins en raison des risques de contagion dus au développement rapide d'un capitalisme primitif non réglementé en RPDC. L'analyse de sécurité humaine met ainsi en évidence des éléments qui pourraient être à l'origine de crises de sécurité régionale ; elle remet ainsi en question l'analyse habituelle des motifs de préoccupation dans la crise coréenne.

La crise économique qui a frappé la RPDC est bien connue avec, depuis la fin de la guerre froide, la perte de marchés, de transferts de technologie et de pétrole à bas prix en provenance des anciens pays communistes. Ce qui est moins connu, c'est la façon dont le marché économique s'est développé – sans libéralisation politique – en RPDC depuis le début des années 90. Après la crise alimentaire des années 90, au cours de laquelle près d'un million de personnes sont mortes de faim ou de malnutrition, l'État n'était plus en mesure de fournir de la nourriture ni aucun service économique ou social. Les 21 millions de personnes qui subsistent ont survécu grâce au marché primitif qui s'est instauré dans le néant de la distribution et de la répartition économique.

La RPDC est aujourd'hui un pays où des gens s'impliquent dans de petites et de grandes activités. La situation de l'État ne permet plus à la population d'espérer survivre sans esprit d'initiative. L'État n'a pas, pour autant, décidé de créer un cadre régulateur pour gérer les rouages de cette activité économique privée. Il n'existe donc pas de réelle distinction entre ce qui est légal et ce qui est illégal, entre ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas. Dans ce contexte, la corruption dépend simplement d'une éthique personnelle. Tout est admissible puisque le système juridique ne considère pas – à l'exception de la législation très large et basique que représentent les « réformes économiques » de juillet 2002 – que les bases de la structure économique ont été transformées.

LA PETITE DÉLINQUANCE ET LES ACTIVITÉS ILLÉGALES AUX FRONTIÈRES

L'une des conséquences de la crise de sécurité humaine en RPDC est, comme me l'a dit en mars dernier un Nord-Coréen vivant en Chine, que « les riches sont de plus en plus riches, et les pauvres toujours plus pauvres ». Le filet de sécurité prévu par Kim Il Sung dans son projet de développement a pratiquement disparu. Les inégalités et la pauvreté absolue entretiennent la menace d'une famine aiguë pour la majorité des Nord-Coréens et favorisent toutes sortes d'activités illégales aux frontières : migration économique vers la Chine, trafic de femmes, vols à main armée et contrebande.

Les 30 000 Nord-Coréens qui vivent illégalement en Chine sont généralement poussés à la migration clandestine pour des raisons économiques. Ces actes sont considérés comme des délits aussi bien en RPDC qu'en Chine. Ces personnes s'exposent à de graves sanctions à leur retour en RPDC s'il est estimé qu'elles ont comploté avec des Sud-Coréens ou des chrétiens à Yanbian, la région frontalière d'où vient la minorité coréenne installée en Chine. Ces deux groupes sont considérés par les autorités nord-coréennes non pas comme des humanitaires, mais des provocateurs, dont l'objectif principal est de renverser le régime nord-coréen.

Certains entrepreneurs font de l'argent en organisant un trafic de femmes et de jeunes filles pour les marier ou les prostituer dans le nord-est de la Chine où les femmes célibataires se font rares

et où les femmes chinoises hésitent de plus en plus à s'engager dans une vie rurale de détresse. Jusqu'à présent, ce sont généralement de petits groupes transfrontaliers qui gèrent ce trafic. Des familles, des amis et des connaissances locales organisent le trafic, parfois avec la connivence des femmes. Une femme nord-coréenne qui avait présenté une autre Nord-Coréenne à un Chinois reconnaît « bien sûr, c'est une insulte à la femme et au pays [la Corée du Nord]. Mais cela vaut mieux que de vivre sans rien avoir à manger ».

L'incapacité du pays à nourrir son peuple et à lui offrir de réelles possibilités économiques entraîne une progression de la criminalité dans le pays et, ce qui est particulièrement grave pour la stabilité régionale, à la frontière avec la Chine et la Russie. Il peut s'agir de Nord-Coréens, habitant près de la frontière, qui profitent de la nuit pour aller voler de la nourriture ou du matériel ou bien réaliser des vols à main armée du côté chinois de la frontière. Ainsi, l'année dernière, des soldats nord-coréens dévalisèrent une banque dans la ville frontalière de Tumen dans le Nord-Est de la Chine et furent arrêtés par la police chinoise alors qu'ils utilisaient l'argent pour consommer de l'alcool en Chine au lieu de retourner immédiatement en RPDC. Les faits de violence et les vols sont effectués par de petits groupes et ne sont pas encore liés à la criminalité organisée. La fréquence de ces actes est néanmoins un motif de préoccupation pour les autorités chinoises locales, car elle a provoqué une augmentation du sentiment d'insécurité de la population chinoise et des Coréens d'origine chinoise.

Enfin, la crise de sécurité humaine en RPDC et l'absence de réglementation nationale a entraîné un trafic important à la frontière avec la Chine. Des bois de construction, des herbes et des champignons sont ainsi vendus en Chine. En Corée du Nord, la contrebande est presque institutionnalisée : les autorités locales, les sociétés et les particuliers réalisent des opérations transfrontalières de façon à éviter toute taxation chinoise ou nord-coréenne.

LE TRAFIC DE MIGRANTS

Les groupes transnationaux de criminalité organisée ont profité de la crise de sécurité humaine en RPDC. Ce sont des passeurs chinois qui transportent les Nord-Coréens de Chine vers Séoul. Cette activité est un véritable marché : les passeurs, qui ont les ressources et les contacts pour réaliser les opérations transnationales entre plusieurs pays, proposent leurs services aux Nord-Coréens qui acceptent de leur verser une grande partie de l'allocation de réinstallation qu'ils reçoivent du Gouvernement sud-coréen une fois qu'ils sont à Séoul.

Ce marché fait clairement une distinction entre les femmes et les hommes. En effet, les passeurs préfèrent transporter des femmes car ils pensent qu'elles seront plus disposées à les payer. Cela pourrait expliquer le nombre disproportionné de femmes qui arrivent à Séoul parmi les dernières vagues de Nord-Coréens parvenus en Corée du Sud.

LES EFFETS RÉGIONAUX DE LA DÉCADENCE TECHNIQUE

En RPDC, l'incapacité réglementaire du pays ne se limite pas au secteur économique. Il n'existe pas, dans les secteurs industriels ou énergétiques, d'accords techniques systématiques portant sur l'« assurance qualité ». Le grave accident de train, qui tua en février 2004, des dizaines d'écoliers s'expliquait autant par l'incapacité du pays à appliquer des procédures de sécurité qu'à une erreur humaine. Cette incapacité imprègne tous les secteurs. En raison du récent redémarrage des réacteurs nucléaires en RPDC, un accident nucléaire est plus probable qu'irréaliste. Les effets d'un accident nucléaire ne pourraient se confiner à la RPDC : la Corée du Sud, la Chine, la Russie et le Japon en

Un accident nucléaire est une cause de crise nucléaire régionale bien plus probable que le tir d'une arme nucléaire. subiraient aussi les conséquences. Un accident nucléaire est une cause de crise nucléaire régionale bien plus probable que le tir d'une arme nucléaire.

LA PEUR DE L'UNILATÉRALISME AMÉRICAIN

Une grande inquiétude pour tous les gouvernements de la région est la réticence des États-Unis à s'engager à chercher une solution diplomatique à la crise de sécurité régionale et, partant, la crainte de voir les États-Unis lancer une intervention militaire unilatérale en RPDC. Lors des pourparlers à six, les gouvernements de la région n'ont pas été rassurés par l'attitude des Américains qui se sont contentés de lire des déclarations préparées et n'ont pas profité de la possibilité de discussions informelles avec les Nord-Coréens en marge des rencontres officielles. Autrement dit, ils ont été consternés par le refus des États-Unis d'utiliser les mécanismes habituels de la diplomatie, dont le but est précisément de parvenir, au moyen de compromis et concessions, à un accord entre des parties en conflit qui, par définition, ne partagent pas les mêmes valeurs ni les mêmes intérêts.

Tous les pays de la région craignent une intervention militaire des États-Unis dans la péninsule. La Corée du Sud craint l'anéantissement de Séoul et la paralysie de son économie, sans parler de la mort, la mutilation ou la détresse de millions de Coréens. La Chine ne veut pas d'une guerre à ses frontières, surtout qu'elle fait de sérieux efforts pour développer la partie Nord-Est du pays. La Chine voudrait éviter, tout comme la Russie, d'être impliquée dans un conflit avec les États-Unis. L'opinion publique des deux pays serait scandalisée de voir les États-Unis lancer ne serait-ce qu'une « frappe chirurgicale » limitée contre les Nord-Coréens. Ces deux pays ont, par ailleurs, des traités d'amitié avec la RPDC et la Chine est encore tenue de lui fournir un certain soutien actif en temps de guerre. Même le Japon, pour qui l'alliance avec les États-Unis est à la base de sa politique étrangère et de son existence en tant qu'État démocratique, a clairement indiqué aux Américains qu'il préférerait que le conflit soit résolu par la négociation plutôt que par un affrontement.

La réponse régionale

La plupart des voisins de la RPDC s'inquiètent tellement de la crise nucléaire et d'une éventuelle intervention unilatérale américaine qu'ils n'analysent pas l'insécurité humaine comme une source potentielle de menaces pour la stabilité régionale. Seule la Chine a pris quelque peu au sérieux ces nouvelles menaces. Elle a décidé de sanctionner ceux qui sont impliqués dans des actes criminels et d'intensifier ses procédures de surveillance pour tenter de repérer les Nord-Coréens qui vivent en Chine sans papiers. Une fois qu'ils sont identifiés, ils sont renvoyés en RPDC. La Chine a refusé de coopérer avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour définir des mécanismes permettant de distinguer les réfugiés des migrants économiques. Elle a insisté pour une approche bilatérale avec la Corée du Nord et a réaffirmé sa position officielle selon laquelle tous les Nord-Coréens qui sont en Chine sont des migrants économiques.

La Chine a, par ailleurs, adopté une position plus flexible à l'égard des Nord-Coréens qui cherchent un soutien en Chine. Bien qu'elle ait déployé près de 100 000 hommes près de la frontière, elle n'a pas militarisé les 1 600 km de frontière qui restent poreux et ouverts. À l'exception de la rivière qui sépare les deux pays, il n'existe toujours pas de barrières, de fils barbelés, d'emplacements militaires ni de ligne de démarcation. Cela signifie concrètement que le pays tolère que des Nord-Coréens franchissent la frontière de nuit pour obtenir de la nourriture auprès de

proches ou d'autres sources. La Chine a facilité le transport jusqu'à Séoul de Nord-Coréens qui avaient envahi des ambassades et consulats étrangers à Beijing et Shenyang. Elle envisage aussi de reconnaître les 5 000 enfants nés de couples mixtes de clandestins nord-coréens et citoyens chinois.

La crise de sécurité humaine en RPDC favorise la progression de la criminalité transfrontalière. Les menaces que cette évolution fait peser sur la stabilité de la région ne sont, d'une manière générale, pas prises au sérieux par les acteurs régionaux. Aucun ne s'est attaqué au risque de consolidation des réseaux de criminalité transnationale dans les régions frontalières de la Chine, la Russie et la RPDC.

Ces questions ne figurent pas à l'ordre du jour en matière de sécurité car elles sont en contradiction avec le discours officiel. Le cliché d'une armée nord-coréenne redoutable est tellement ancré et entretenu par toute sorte d'éléments idéologiques et culturels qu'il est impossible de « voir » les données qui ne correspondent pas à cette idée. L'une des raisons est tout simplement le manque d'information qui parvient au public par les médias et les établissements d'enseignement.

Dans de nombreux cas, le fait que les sujets tabous ne figurent à l'ordre du jour officiel sert les intérêts politiques nationaux. Par exemple, il est beaucoup plus facile de convaincre l'opinion japonaise d'approuver les changements de la constitution nécessaires pour permettre aux forces militaires du pays de jouer un rôle plus actif si l'ennemi est présenté comme dément, irrationnel, à proximité et comme constituant une menace imminente. Il serait nettement plus difficile de justifier de tels changements dans le cadre de la réforme de l'alliance stratégique entre le Japon et les États-Unis qui prévoit un engagement plus important du Japon dans les activités militaires régionales et globales.

La coopération régionale comme solution

Selon l'analyse classique de sécurité régionale, il n'existe pas, entre les cinq grands pays d'Asie du Nord-Est, de points communs suffisants pour créer un mécanisme de coordination régionale. En fait, les pays sont peut-être, par plusieurs aspects, plus liés que jamais d'un point de vue économique et politique. La croissance économique rapide de la Chine est l'élément principal – avec le Japon, la Corée du Sud et la Russie qui cherchent à obtenir des marchés et à nouer des relations d'investissement avec la Chine pour stimuler leurs propres chances économiques. Avec la formule « ASEAN plus 3 », le Japon, la Chine et la Corée du Sud se retrouvent dans un cadre multilatéral et tous ceux qui participent aux pourparlers à six sont membres du Forum régional de l'ASEAN. Sur les six, cinq sont membres du forum de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), à l'exception de la Corée du Nord. Ces discussions offrent des possibilités de coopération entre les six parties et sont l'occasion de créer, pour l'avenir, un mécanisme de coopération plus institutionnalisé.

Les idées reçues donnent une conception erronée de la coopération régionale naissante et ne permettent pas d'envisager des solutions pragmatiques et innovantes pour la sécurité de la région. Les problèmes multisectoriels nécessitent une analyse précise. Ces discussions sont aussi l'occasion de compromis entre secteurs et pays pour trouver des solutions multilatérales aux difficultés complexes que connaît aujourd'hui l'Asie du Nord-Est. La décision des pourparlers à six de constituer des groupes de travail pourrait être un cadre acceptable, par toutes les parties, pour évoquer les sujets controversés que sont non seulement les armes nucléaires et les missiles, mais aussi les problèmes humanitaires et de droits de l'homme, ainsi que les questions économiques et de développement.

Il ne serait pas très difficile d'envisager un processus semblable à la diplomatie d'Helsinki. Les questions économiques et celles de sécurité et des droits de l'homme étaient négociées par les adversaires de la guerre froide, mais les progrès dans un domaine n'étaient pas directement liés à des avancées simultanées dans les autres. Les négociations progressives furent l'occasion de chercher à accroître la confiance et donnèrent, au bout du compte, des résultats positifs. Une approche analogue est

envisageable pour l'Asie du Nord-Est avec une prolongation des pourparlers à six. Il faudrait toutefois rejeter les idées reçues et l'analyse d'une cause unique, opter pour une analyse qui reconnaisse la nature multidimensionnelle des menaces qui pèsent sur l'Asie du Nord-Est, et envisager des solutions multilatérales et multisectorielles.

Analyses classiques et nouvelles

Les responsables auraient tout intérêt à voir en face les mythes et les réalités de la sécurité en Asie du Nord-Est. L'insécurité à laquelle est confronté le Gouvernement nord-coréen et sa décision d'annoncer qu'il possède une force de dissuasion nucléaire (qu'il s'agisse d'une capacité réelle ou souhaitée n'est presque pas important dans ce contexte) sont d'autres éléments de la situation en Asie du Nord-Est. Le discours de l'élite doit toutefois aussi admettre que le fait de se focaliser sur la menace militaire supposée de la Corée du Nord et d'ignorer tous les autres facteurs ne peut que reporter la résolution des véritables menaces qui compromettent la stabilité régionale et minimise d'autres conflits potentiellement dangereux entre les pays et les peuples de la région. Les antagonismes historiques n'ont pas disparu et comme ils ne sont pas vraiment abordés dans le cadre des discussions politiques entre les élites et ne font pas l'objet d'initiatives officielles de règlement des conflits, ils continuent de s'aggraver.

L'analyse classique cache l'aspect multidimensionnel des problèmes de sécurité nationale en Corée du Nord. Les véritables menaces ne sont pas celles d'une menace militaire mais découlent de l'insécurité humaine généralisée due à l'effondrement des structures économiques en RPDC et aux effets de contagion à la frontière. Une analyse innovante devrait recenser les nouvelles caractéristiques politiques et socio-économiques de la région afin d'aider les responsables à construire un avenir commun fondé sur la concertation.